

Zeitschrift: Tsantsa : Zeitschrift der Schweizerischen Ethnologischen Gesellschaft
= revue de la Société suisse d'ethnologie = rivista della Società svizzera
d'etnologia

Herausgeber: Schweizerische Ethnologische Gesellschaft

Band: 13 (2008)

Artikel: Rapports de pouvoir : introduction à une perspective anthropologique =
Machtverhältnisse : Einführung in eine anthropologische Perspektive

Autor: Rey, Séverine

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1007328>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 28.03.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

RAPPORTS DE POUVOIR

INTRODUCTION À UNE PERSPECTIVE ANTHROPOLOGIQUE

SÉVERINE REY

Qu'entend-on par «rapports de pouvoir»? Comment se déploient-ils? Peut-on s'y opposer ou les contourner? Quelle place ont-ils au sein même de la réflexion et de la démarche anthropologique? Ce dossier thématique propose d'aborder de telles interrogations – c'est donc bien aux relations de pouvoir et à certaines de leurs dimensions, et non au pouvoir lui-même, qu'il est consacré: nous avons voulu nous concentrer sur un système de rapports, un «mode d'action» (Foucault 1994b: 236)¹, plutôt que sur l'exercice du pouvoir par une personne ou une institution qui gouverne. Avant de laisser la place aux contributions présentant des cas variés d'analyse des rapports de pouvoir, quelques précisions sont nécessaires, tant sur la perspective adoptée que, plus globalement, sur le cadre dans lequel insérer une telle réflexion.

UNE PERSPECTIVE LARGE ET DYNAMIQUE

Concevoir les rapports de pouvoir non pas comme un système de domination mécanique mais dans leur dynamique et leur déploiement sans cesse renouvelé fait référence à l'approche définie par Michel Foucault. Le philosophe-historien est ici incontournable et a profondément marqué les analyses de la question, malgré les critiques qui lui sont adressées (p.ex. Lukes 2005). Avec lui, notamment dans le premier volume de son *Histoire de la sexualité* (1976, voir aussi

1994a et b), la définition du pouvoir se désinstitutionnalise, s'élargit voire semble se diluer: il ne s'agit pas de comprendre, par pouvoir, un «ensemble d'institutions et d'appareils qui garantissent la sujétion des citoyens dans un Etat donné», ni «un système général de domination exercée par un élément ou groupe sur un autre, et dont les effets, par dérivations successives, traverseraient le corps social entier» (1976: 121).

«Par pouvoir, il me semble qu'il faut comprendre d'abord la multiplicité des rapports de force qui sont immanents au domaine où ils s'exercent, et sont constitutifs de leur organisation; le jeu qui par voie de luttes et d'affrontements incessants les transforme, les renforce, les inverse; les appuis que ces rapports de force trouvent les uns dans les autres, de manière à former chaîne ou système, ou, au contraire, les décalages, les contradictions qui les isolent les uns des autres; les stratégies enfin dans lesquelles ils prennent effet, et dont le dessin général ou la cristallisation institutionnelle prennent corps dans les appareils étatiques, dans la formulation de la loi, dans les hégémonies sociales.» (1976: 121-122)

Cette approche met donc l'accent sur une omniprésence du pouvoir et une multiplicité de ses formes, liée aux rapports de force et à l'instabilité des états de pouvoir. Abordés ainsi, les rapports de pouvoir prennent une coloration

¹ Les références bibliographiques se trouvent à la fin de l'introduction en allemand (p. 32-33).

résolument non binaire. De plus, Foucault les conceptualise comme étant toujours réversibles et comprenant en leur sein la résistance, définie comme «l'autre terme, dans les relations de pouvoir [...] l'irréductible vis-à-vis» (1976: 127): «c'est parce qu'il y a possibilité de résistance et résistance réelle que le pouvoir de celui qui domine essaie de se maintenir, avec d'autant plus de force, d'autant plus de ruse que la résistance est plus grande. De sorte que c'est plutôt la lutte perpétuelle et multiforme que j'essaie de faire apparaître que la domination morne et stable d'un appareil uniformisant.» (1994a: 407)

Une telle définition des rapports de pouvoir frappe par son non-déterminisme (à l'opposé de Bourdieu, par exemple). C'est du reste une des critiques qui est faite à Foucault: à partir d'une telle conception, il est difficile d'expliquer des asymétries persistantes et des distributions inégales du pouvoir. Il est également resté à un niveau explicitant la production des normes et les modalités de contrôle, au détriment, lui reproche Michel de Certeau (1990: xxxix-xl), d'analyses montrant comment la société ne se réduit pas à ces mécanismes et quelles sont les «manières de faire» qui leur sont opposées par les consommateurs, les utilisateurs, etc. Ainsi les «arts de faire» traités par de Certeau (1990), mais aussi la résistance quotidienne, l'«arme du faible» (Scott 1985), sont autant de réponses à Foucault ou de compléments à une analyse des rapports de pouvoir. On pourrait également citer la notion de *controlling processes* que Laura Nader (1997)² utilise pour souligner les mécanismes par lesquels individus et groupes sont influencés pour qu'ils participent à leur propre domination mais également ceux par lesquels ils peuvent y résister voire la bouleverser.

Chacun·e à sa manière, ces chercheuses et chercheurs – et il faudrait en citer bien d'autres – ont favorisé une approche renouvelée des rapports de pouvoir, où se côtoient désinstitutionalisation, ruse, jeux d'influence et contrôle. Cette conception large de la question est précisément au cœur des contributions réunies dans ce dossier. En se basant sur une grande variété de cas, tels que sexualité, gestion des ressources naturelles, manipulation mentale, rencontres informelles, représentation

de l'Autre, etc., les auteur·e·s de ces articles soulignent les dynamiques qui se constituent autour des rapports de pouvoir (résistance, instrumentalisation, décentralisation...). Ils et elles démontrent d'une part que ces rapports sont disséminés sous des formes et des intensités diverses et, d'autre part, qu'ils sont entourés d'aléatoire: on ne peut pas prédire mécaniquement quels en seront les développements ou l'issue. Bien que n'étant pas analysé pour lui-même, l'Etat transparaît dans la plupart des articles, lesquels soulignent néanmoins les relations entre groupes ou individus et différentes formes d'autorité ou de rapports de force.

C'est tout d'abord sur une réflexion concernant le champ de la sexualité que s'ouvre le dossier: Véronique Mottier analyse différents débats, scientifiques et féministes, qui ont abordé ce domaine sous l'angle des rapports de pouvoir et démontre que la sexualité est au centre des normes et discours relatifs au genre et à la race³. La sexualité pose la question de l'intime et de l'intervention (ou non) de l'Etat: conçue comme naturelle, elle passe pour être une relation purement individuelle dans laquelle les politiques étatiques n'auraient pas à intervenir – on se rappelle le slogan féministe soulignant que «le privé est politique». Sur un autre registre pourtant, celui de l'adhésion personnelle à des mouvements religieux (églises reconnues ou «sectes»), l'Etat, du moins en France, semble plus prompt à agir. C'est ce que montre Arnaud Esquerre dans son étude sur la lutte contre les «sectes» par le biais de la condamnation d'un rapport de pouvoir qui s'exerce sous la forme d'une «manipulation mentale». Son analyse souligne la multiplicité des pôles d'où proviennent des rapports de force et la variabilité de leur intensité.

Un autre cas permet de réfléchir à la manière dont intervient l'Etat, celui de la pratique d'une danse populaire en Chine, le *yangge*. Florence Graezer Bideau étudie, à travers cet exemple, l'instrumentalisation d'une forme de «culture populaire» par les élites politiques chinoises durant tout le XX^e siècle. L'histoire du *yangge* ne s'arrête cependant pas à son instrumentalisation: la pratique contemporaine de la danse offre aussi un espace de résistance au pouvoir

² Pour ce concept, Nader s'inspire notamment des travaux de Sidney Mintz (voir *Sweetness and Power: The Place of Sugar in Modern History*. New York: Viking, 1985).

³ Par «race», il faut comprendre une construction sociale et non une réalité biologique. Il en va exactement de même pour le «sexe»: si la notion de «genre» a permis de mettre l'accent sur sa composition sociale et culturelle, elle donne à tort à penser qu'elle repose sur un fondement biologique. Le mécanisme de naturalisation des différences liée à une hiérarchisation a été déconstruit en ce qui concerne la race (ce qui implique souvent une certaine réticence à l'emploi de ce mot, utilisé généralement entre guillemets), mais ce n'est pas encore le cas pour le sexe. Dans cette optique, je ne mets aucun des deux termes entre guillemets.

étatique. Sur un registre mêlant interventions d'«en haut» ou d'«ailleurs» (cette fois-ci, des agences internationales et des ONG) et réalité des pratiques locales, Sabina Bee-ler Stücklin analyse des politiques de développement au Mali, qui proposent de redistribuer le pouvoir aux chefs traditionnels puisqu'ils ont une connaissance concrète du terrain. Or ces structures ne permettent pas forcément de résoudre les problèmes locaux, le contexte ayant changé et, avec lui, les relations de pouvoir et leur dynamique. Un autre cas de réflexion sur le pouvoir local (par rapport au pouvoir central et étatique) est présenté par Yazid Ben Hounet, qui s'arrête sur le rôle des tribus dans les Etats contemporains du monde musulman et plus particulièrement leur mobilisation par l'intermédiaire de la figure du *shaykh* (qu'on pourrait rapprocher de celle du «saint» ou du «sage»). Il interroge ce faisant la manière d'aborder les phénomènes politiques en dehors des institutions politiques, que ce soit dans un contexte passé ou actuel.

A partir de ses recherches menées auprès des Mapuche vivant en Argentine, Sabine Kradolfer place au centre de sa réflexion la question de la résistance voire du détournement des modèles imposés par l'extérieur. Si les différentes mesures prises par l'Etat envers les populations autochtones ont eu et ont encore aujourd'hui une influence sur l'organisation des communautés et les relations de pouvoir qui les caractérisent, un certain éparpillement du pouvoir entre plusieurs figures permet aux Mapuche de résister à l'hégémonie étatique: ils prétextent une différence culturelle justifiant d'autres modes de fonctionnement.

L'article de Valerio Simoni aborde, lui, les rapports de pouvoir à un tout autre niveau: celui, à Cuba, des rencontres informelles entre touristes étrangers et Cubains/*jinetes* («cavaliers de touristes», un terme utilisé pour stigmatiser ces rencontres en les décrivant comme le fait de racoler et/ou duper les touristes et de se prostituer), interactions qui échappent au contrôle des autorités. Par l'observation des modalités de ces rencontres et des débats qu'elles suscitent entre protagonistes, l'auteur nous invite à penser en termes de vecteurs de pouvoir différenciés qui sont activés selon les situations plutôt qu'en ceux d'une asymétrie entre acteurs (domination *versus* résistance).

Enfin, le dernier texte du dossier, celui de Carena Brenner, aborde la question des rapports de pouvoir à l'intérieur même de la discipline anthropologique. Elle revient sur la

«crise de la représentation» qui l'a traversée et présente ce que propose une anthropologie «à l'envers» (*reverse anthropology*) à travers le film de Manthia Diawara, *Rouch in Reverse*. Le film plaide contre les méta-récits eurocentrés non pas en inversant les pôles de la binarité, mais en s'attachant à démontrer qu'il n'est plus possible d'adopter une perspective centrale car elle serait hégémonique.

CULTURE POPULAIRE, GENRE, POSTCOLONIALISME...

S'interroger sur les rapports de pouvoir offre la possibilité de réfléchir aux sciences humaines elles-mêmes, une dimension du déploiement du pouvoir étant en effet son lien avec le savoir (on retrouve ici Foucault). A l'origine de ce dossier se trouve une envie, celle de réfléchir à ce que Sherry Ortner qualifie de «power shift» (2006: 3), autrement dit le développement en anthropologie, et plus globalement dans les sciences sociales, de recherches sur différentes formes d'inégalité (genre, ethnicité, colonialisme, race...) et leurs conséquences en termes méthodologiques et épistémologiques. Assez peu d'auteur·e·s réuni·e·s dans ce dossier mentionnent ce contexte et les débats théoriques qu'il a suscités (et ce n'était d'ailleurs pas une consigne que de le faire): il n'est pas aisé de savoir s'ils les considèrent comme allant de soi, s'ils les ignorent ou si l'on se trouve face à une difficulté à intégrer les réflexions de courants se situant en dehors de sa propre discipline⁴. Quoi qu'il en soit, un rapide survol de ces discussions nous a paru nécessaire afin de préciser, dans la suite de cette introduction, le cadre plus large dans lequel s'insèrent les réflexions sur les rapports de pouvoir.

Un tournant s'est opéré dans les sciences humaines d'une part avec l'émergence de mouvements sociaux (féminismes, droits civiques, droits sexuels, etc.) et en marge de processus comme la décolonisation et, d'autre part, à la suite de la constitution de différents courants interdisciplinaires, comme les *cultural studies*, les études postcoloniales, les études genre, etc. Ces différents cadres de réflexion et de production scientifique ont alors mis l'accent sur les cultures populaires, les dominé·e·s dans le cadre de la colonisation ou des rapports sociaux de sexe, les résistances des dominé·e·s à l'ordre dominant, les cultures minoritaires, bref les oublié·e·s et sans-voix de la science, et ont rendu légitimes ces différents objets de recherche. Une partie de ces courants interdisciplinaires

⁴ Sans parler de la question de l'accès à la littérature: les traductions en français de travaux s'inscrivant dans les *cultural studies* ou dans les études postcoloniales commencent à peine à être publiées, ces champs de recherche ayant été largement ignorés voire marginalisés dans le contexte francophone.

s'inscrit dans un contexte anglo-saxon des sciences sociales – cela ne veut pour autant pas dire qu'il faut les suivre aveuglément ou, à l'inverse, les négliger. Par ailleurs certains se sont enlisés dans une perspective postmoderne outrancière: je ne prendrai pas en compte cette partie-ci de leurs travaux. Il me semble en effet plus intéressant de mettre de côté ces travers pour axer la réflexion sur quelques acquis de ces courants: émergence de nouveaux objets d'étude, mise en évidence et critique de certains biais qui ont imprégné le discours scientifique (eurocentrisme, androcentrisme, etc.), inscrivant ainsi les rapports de pouvoir au cœur de la démarche de connaissance. Sans qu'il soit ici possible d'entrer dans le détail de ces changements, rappelons-en quelques éléments importants.

Au moment de leur émergence dès la fin années 1950 et dans la première phase de leur développement, les *cultural studies* vont ébaucher une analyse des diverses formes de «cultures populaires» et des modalités de résistance et de réappropriation qu'elles déploient: leur démarrage est à situer avec la publication des ouvrages de Richard Hoggart (1957), de Raymond Williams (1958 et 1961) et de Edward P. Thompson (1963) – l'autre personnage incontournable des *cultural studies*, Stuart Hall, intervient un peu plus tard, il incarnera le développement du *Center for Contemporary Cultural Studies* à Birmingham. Avec Hoggart, s'ouvre tout un domaine d'études relatives à l'influence de la culture «de masse» sur la classe ouvrière et, surtout, à la réception des contenus qu'en font ses membres. Williams et Thompson critiquent l'approche marxiste selon laquelle la culture est le simple reflet de l'infrastructure économique: ils montrent comment les luttes sociales ont construit l'histoire (c'est l'*history from below*, l'histoire «par le bas», de Thompson) et comment la résistance joue un rôle capital dans l'interaction entre culture et économie. Pour les théoriciens des *cultural studies*, il n'est pas possible d'aborder la «culture» (une notion qu'ils empruntent en partie à l'anthropologie pour se dégager de l'appréhension plus étroite de «culture littéraire» ou «grande culture» qu'avait le terme en études littéraires ou en sociologie) sans souligner les rapports de pouvoir qui la traversent et les stratégies déployées par les individus et groupes sociaux en matière d'adaptation ou de changement social. Les *cultural studies* se sont données alors comme objectif, rappelle Stuart Hall (2007: 62) de «démasker ce qu'elles considéraient comme les pré-supposés implicites de la tradition humaniste elle-même. Il leur fallait essayer de mettre au jour les pré-supposés idéologiques qui en sous-tendaient la pratique, d'exposer leur programme éducatif (c'est-à-dire la part tacite de

leur projet) et d'élaborer une critique idéologique de la manière dont les beaux-arts et les humanités se présentaient, à savoir comme les éléments d'un savoir désintéressé». Plus encore, la «vocation des *cultural studies* est de permettre de comprendre ce qui se passe, et particulièrement de proposer des outils de pensée, des stratégies de survie et des moyens de résistance à tous ceux qui sont aujourd'hui – en termes économiques, politiques et culturels – exclus de ce que l'on peut appeler l'accès à la culture nationale de la communauté nationale» (Hall 2007: 69). C'est en effet une caractéristique des *cultural studies* (du moins dans leur version britannique, avant le «tournant linguistique» qu'elles ont opéré dans les années 1980) que d'associer étroitement engagement politique et réflexions scientifiques: non seulement elles ont comme parti pris initial de mobiliser des outils et techniques de la critique littéraire pour les déplacer vers des objets jusque là tenus pour illégitimes par le monde universitaire, mais encore elles cherchent à politiser la production du savoir académique dans le système universitaire. Les études menées, insiste Hall, ont des conséquences politiques, les chercheuses et chercheurs sont invité·e·s à s'engager et à «s'attaquer à certains problèmes réels de ce *dirty outside world*, ce monde impur et sale» (Hall 2007: 65). Des objets tenus pour illégitimes sont dès lors étudiés: culture populaire, «sous-cultures» au sein du monde ouvrier, jeunes, mais aussi communautés immigrées, télévision, sexualités... (des objets issus de ce «monde impur et sale»): «la question centrale [des *cultural studies*] est alors de comprendre en quoi la culture d'un groupe, et d'abord celle des classes populaires, fonctionne comme contestation de l'ordre social ou à l'inverse comme mode d'adhésion aux rapports de pouvoir» (Mattelard et Neveu 2003: 4). Par conséquent, les *cultural studies* ont ouvert la porte à toutes sortes de courants, tout en revendiquant une position dite marginale puisque c'est à partir d'une position particulière qu'il s'agit de parler (et non d'un point de vue faussement général, universalisant ou «mondain»).

De leur côté, les études postcoloniales explorent notamment l'impact du pouvoir colonial sur les cultures des colonisateurs et des colonisés dans le passé et sur la reproduction des représentations et des pratiques coloniales dans le présent. Sur ce dernier point, on pense bien entendu à Edward Said qui, dans *Orientalism* (1978), un des ouvrages reconnus comme étant initiateur des études postcoloniales, analyse les rapports de pouvoir entre sociétés et montre que le colonialisme va bien au-delà d'un impérialisme économique pour représenter un projet culturel de contrôle. Démontrant que l'Occident a développé un

certain discours colonial sur l'Orient («orientalisme») à différents niveaux (littérature, philosophie, peinture, administration, théorie de la politique, etc.), il souligne l'eurocentrisme des représentations de l'Autre, lesquelles ne sont que des projections ou des inventions, sans lien avec la réalité: le rapport de domination a ce pouvoir particulier de créer des représentations et de les contrôler, voire de les manipuler.

Un autre théoricien de ce courant d'études, Homi Bhabha, met en évidence l'objectif de la critique postcoloniale comme étant de témoigner «des forces inégales de représentation culturelle impliquées dans la lutte pour l'autorité politique et sociale au sein de l'ordre mondial moderne. Les perspectives postcoloniales [...] interviennent dans ces discours idéologiques de la modernité qui s'efforcent de donner une «normalité» hégémonique au développement inégal et aux histoires différentielles souvent désavantagées des nations, des races, des communautés, des peuples» (Bhabha 2007: 267). Pour Bhabha, la critique postcoloniale se situe dans une perspective postmoderne dans la mesure où il s'agit de résister «à la tentative de formes holistiques d'explication sociale» (2007: 270) et à la réduction de l'hétérogénéité à des binarités. Il s'agit notamment de remettre en cause les distinctions colonisateur / colonisé pour examiner leurs similarités⁵ et de souligner plus généralement les situations de liminalité et d'hybridité: tous les espaces «interstitiels» (2007: 30) que peuvent aussi être la race, le genre, la génération, etc., conçus comme positions du sujet (et non comme des catégories conceptuelles).

Un autre pan de ces études est d'analyser en profondeur les stratégies de résistance et plus généralement les actions de ceux qui n'ont pas eu voix au chapitre dans le passé. C'est tout particulièrement ce qu'a développé le courant des *subaltern studies* dans le domaine de l'histoire, qui vont se centrer sur les «non-élites» (subalternes)⁶ comme agents de changement politique et social. Pour Ranajit Guha (1988), il s'agit bel et bien de reconnaître la capacité d'agir (*agency*) libre et souveraine du peuple et l'importance historique réelle qu'il peut ainsi avoir: le peuple a une autonomie d'action, il n'est pas un agent passif d'une mécanique historique universelle. Les actes de mobilisation populaires sont par excellence le domaine

politique autonome des subalternes et ils témoignent de leur «conscience rebelle». Ce qui définit les subalternes est une relation de subordination dans laquelle les élites les tiennent: si les subalternistes mettent d'abord en avant le rapport de pouvoir qui constitue de part et d'autres les catégories, leurs travaux ont cependant eu tendance à traiter ces dernières pour elles-mêmes, déviant du rapport à la substance et mettant en centre de la perspective une vision dichotomique de la société divisée entre dominants et dominés. En parallèle à leur intérêt pour les subalternes, les études s'inscrivant dans ce courant de recherches ont élaboré une importante critique du discours historique centré sur l'Occident moderne et mis en question l'universalité des canons des écrits historiques ou anthropologiques et des savoirs produits par le colonialisme et le néocolonialisme (voir par exemple Chakrabarty 2000).

Dans les années 1960-70, différents mouvements sociaux se sont formés, liés aux droits civiques, aux féminismes, aux droits sexuels. Les militant·e·s pour les droits civiques vont en particulier, aux États-Unis, critiquer la sous-évaluation des rôles que les différentes minorités (noirs, latinos, asiatiques et amérindiens) ont joué dans l'histoire étasunienne, ignorés en raison de biais eurocentriques. Du côté des mouvements féministes, c'est le biais androcentrique qui va être mis en évidence, c'est-à-dire une manière biaisée de voir et d'analyser, construite à partir d'une perspective masculine mettant en évidence principalement – voire même exclusivement – les rôles des hommes et leurs expériences, et considérant les femmes comme objets plutôt que sujets, comme «agies» plutôt qu'actrices. Dans un article au titre évocateur, «Femmes et théories de la société: remarques sur les effets théoriques de la colère des opprimées» (paru en 1981), Colette Guillaumin souligne que notions, idées, concepts et théories sont «la *face mentale* des rapports concrets», plutôt que leur «reflet»: les appréhensions conceptuelles doivent être considérées comme des relations sociales (1992: 223, souligné par l'auteure). Ainsi l'absence d'analyse des catégories de sexe et plus particulièrement des femmes est un des effets de la domination masculine et des rapports sociaux de sexe qu'elle implique, autrement dit sa conséquence au niveau intellectuel. On ne peut dès lors pas se contenter d'affiner ou de diversifier les connaissances, mais il est bien nécessaire de proposer un réel «boulever-

⁵ Cette position le fait d'ailleurs critiquer Said qui a recours à des systèmes d'oppositions binaires telles que Orient/Occident, colonisé/colonisateur, etc.

⁶ Le terme subalterne renvoie à toute personne ou groupe d'un rang ou statut inférieur, quels que soient sa race, sa classe, son genre, son orientation sexuelle, son origine ethnique ou sa religion. Il est emprunté à Antonio Gramsci (marxiste italien, 1881-1937), lequel a également inspiré les *cultural studies*: elles ont repris sa notion d'hégémonie qui problématise la fonction politique des cultures.

sement des perspectives» (Guillaumin 1992: 223): il s'agit de subvertir ce qui était désigné comme la «question» féminine, optique selon laquelle seul·e·s les dominé·e·s posent problème, en la replaçant au centre des intérêts et en montrant les liens avec les autres domaines. Les études genre se sont progressivement développées; elles s'attachent à analyser les différences entre les sexes et les inégalités qui leur sont liées, à déconstruire le «sexe» et le «genre», ou encore à démontrer l'instrumentalisation d'une différence biologique en un système d'oppression, mettant au cœur de leur questionnement les rapports de pouvoir qui construisent les catégories «homme» et «femme», «masculin» et «féminin». Christine Delphy parle du genre comme un «système de division hiérarchique de l'humanité en deux moitiés inégales» (2001: 52), alors que Joan Scott le définit comme «un champ premier au sein duquel, ou par le moyen duquel le pouvoir est articulé» (1988: 143). Un des points forts des études genre ou des études féministes a été de démontrer comment les rapports de pouvoir entre sexes ont été naturalisés: sexe et reproduction étaient conçus comme «naturels» et utilisés à la fois comme un support à une division (naturalisée) du travail entre hommes et femmes et comme explication des inégalités et de la domination masculine (voir par exemple Guillaumin 1992; Yanagisako et Delaney 1995).

Mais les rapports de pouvoir ne se résument pas à ceux opposant les sexes, on les retrouve aussi dans la conceptualisation même de l'oppression des femmes: le *Black feminism* (voir par exemple bell hooks 2000), comme d'autres féminismes postcoloniaux, a en effet démontré que ce qu'il qualifie de «féminisme hégémonique» (occidental, blanc) a théorisé la domination masculine comme la force première du patriarcat, sans prendre en compte la dimension racialisée des rapports sociaux de sexe – en d'autres termes, les féminismes occidentaux présentent l'expérience des femmes blanches et de la classe moyenne comme la situation universelle d'oppression des femmes. Or pour le *Black feminism*, ce sont les oppressions raciales, de classes et d'origine ethnique qui ont marginalisé les femmes des sociétés postcoloniales. Il s'agit dès lors de souligner les «oppressions simultanées» (plutôt que les oppressions multiples), sans les hiérarchiser *a priori*: définir la domination de genre sans jamais l'isoler des autres rapports de pouvoir, à commencer par le racisme ou le rapport de classe (Dorlin 2008: 20-21). La fausse universalité du féminisme est aussi relevée par Chandra Talpade Mohanty (1998) dans son analyse d'écrits publiés par des chercheuses occidentales: elle montre qu'elles ont essentialisé «la femme du tiers monde» et en ont fait une

catégorie homogène et monolithique, pensée comme un groupe cohérent et déjà constitué, qui oblitère les hiérarchies structurelles de race, de classe, d'âge, de générations ou de castes. Mohanty dénonce aussi une vision simplifiée et très binaire du pouvoir, comme si les «femmes du tiers monde» étaient un groupe opprimé de manière uniforme et leurs homologues masculins un groupe uniformément dominant. Si cette position critique le féminisme «blanc», son intérêt va bien au-delà: elle concerne les rapports de connaissance en général et peut être étendue à d'autres catégories.

DÉCENTREMENT, MARGE ET RENVERSEMENT DE PERSPECTIVE

Au terme de ce survol retraçant quelques développements relatifs au complexe «savoir/pouvoir» présent au cœur même des sciences sociales, j'aimerais pour conclure m'arrêter sur certains de leurs prolongements. Une première piste de réflexion concerne les pôles constitués par les rapports de pouvoir: présenter le point de vue de groupes, définis rapidement comme des «minorités», ne comporte-t-il pas le risque de continuer à les spécifier eux, et eux seuls (voire à les essentialiser), laissant aux puissants/hommes/blancs/etc. le privilège de l'universalité et de la non-particularisation? C'est précisément ce que relève Mohanty (1998) quand elle analyse la construction de «la femme du tiers-monde»: elle voit là une stratégie de dominant, qui consiste à homogénéiser le groupe dominé et se garder pour soi le privilège de la diversité, de la liberté de pensée et de l'individualisme émancipatoire.

On se souvient de l'appel de Laura Nader (1999) au *studying up*: constatant que les recherches (aux États-Unis, mais le constat est bien sûr valable plus largement) s'étaient surtout concentrées sur les pauvres, les groupes ethniques et les désavantagés, très peu sur la classe moyenne et encore moins sur les classes supérieures, elle s'interrogeait sur la relation de pouvoir au cœur de la démarche anthropologique et sur ses conséquences sur les théories développées dans la discipline: «What if, in reinventing anthropology, anthropologists were to study the colonizers rather than the colonized, the culture of power rather than the culture of the powerless, the culture of affluence rather than the culture of poverty? [...] Studying <up> as well as <down> would lead us to ask many <common sense> questions in reverse. Instead of asking why some people are poor, we would ask why other people are so affluent?» (1999: 289) Adopter

une telle démarche, qui ne se cantonne pas à étudier les «sans» («vers le bas») mais aussi les «avec» («vers le haut»), n'est pour elle pas seulement adéquat, scientifiquement parlant, mais il en va de la pertinence démocratique du travail scientifique («We cannot, as responsible scientists, educate «managers» without at the same time educating those «being managed» [1999: 294]).

Il ne s'agit pas, avec de telles études, de symétriser des rapports fondamentalement asymétriques, mais bien de s'interroger sur le fonctionnement des rapports de pouvoir et sur les privilèges qu'en retirent ceux pour qui ils sont favorables (doux euphémisme pour ne pas utiliser le terme «dominant»). Ces derniers sont-ils (ou elles) conscient·e·s de leurs privilèges et élaborent-ils·elles des stratégies pour obtenir le maximum à partir de leur position de départ privilégiée? Ou au contraire ne réalisent-ils·elles pas que leur situation est favorable, ce qui équivaut à nier le rapport de pouvoir dans lequel ils·elles sont inséré·e·s (mais aussi à éviter de le changer)?

Un autre élément amené par ces différents types d'études est qu'elles ne prônent pas d'*ajouter* des connaissances mais de *renverser* la perspective voire d'en *changer*: c'est ce que revendiquait Colette Guillaumin: «L'expression «périphérie», consacrée aujourd'hui dans les analyses de l'impérialisme, ne manifeste-t-elle pas le même biais? Singulier effet de l'aveuglement des dominants à leur propre pratique, à leur propre place, à leur propre société. Ce qui est dominé et exploité est-il «marginal», «périphérique» dans une société?» (1992: 227) De son côté, bell hooks insiste sur le fait qu'une théorie féministe qui parle pour tout le monde est nécessaire et qu'elle implique un changement de paradigme: «This theory, like the analysis offered in *Feminist Theory: From Margin to Center*, will always challenge, shake us up, provoke, shift our paradigms, change the way we think, turn us around. That's what revolution does.» (2000: xiv-xv) Pour elle, il s'agit bien de passer «de la marge au centre», pour reprendre le titre de son livre; de même, dans le cadre des *subaltern studies*, il s'agit de «provincialiser» l'Occident, pour reprendre le titre de Dipesh Chakrabarty (2000). Il en va de même pour la théorie *queer*: elle se situe dans ce type d'approche qui cherche à politiser ses objets de recherche (corps, sexualité) mais aussi le savoir lui-même. On retrouve ici aussi cette volonté de reconsidérer la manière d'aborder les thématiques à traiter et la manière de le faire: la théorie *queer* a impliqué «un retournement de problématique spectaculaire avec toute une série d'études sur la construction du couple

homosexualité/hétérosexualité où l'hétérosexualité est décrite comme produisant l'homosexualité, notamment en lui assignant un rôle de terme marqué et à stigmatiser, de manière à s'imposer par contraste comme nature ou réalité objective» (Bourcier 2006: 132). Dans cette optique, il s'agit de théoriser la sexualité à partir des minorités gay et lesbiennes, de situer la réflexion à partir de sa position excentrée ou subalterne.

On le voit, chacun·e à sa manière propose un changement de perspective et d'examiner les situations d'un point de vue décentré. Or le décentrement est au fondement de la méthode anthropologique: cette proximité, en termes de démarche, avec certains principes mis en œuvre dans les courants d'études rapidement présentés ici devrait permettre aux anthropologues, plus encore qu'elle ne l'a fait jusqu'à présent, de questionner les rapports de pouvoir plutôt que de les prolonger sans les conceptualiser. Si assez peu d'articles de ce dossier font référence à ces débats et à leurs acquis, en revanche tou·te·s les auteur·e·s questionnent les déploiements du pouvoir entendu dans un sens large, la plupart à partir de recherches de terrain: les cas traités offrent matière à réflexion sur différentes dimensions, que ce soit sur les rapports de force ou la résistance qui leur est opposée, sur la négociation entre individus et leur manière de jouer avec (ou de se jouer, de déjouer) les rapports de pouvoir, ou encore sur les dénonciations ou combats pour faire reconnaître l'existence de tels rapports.

MACHTVERHÄLTNISSE

EINFÜHRUNG IN EINE ANTHROPOLOGISCHE PERSPEKTIVE

SÉVERINE REY

Was versteht man unter «Machtverhältnissen»? Wie breiten sie sich aus? Kann man sich ihnen widersetzen oder können sie umgangen werden? Welchen Raum nehmen sie in den anthropologischen Reflexionen und Vorgehen ein? Dieses Themenheft ist diesen und ähnlichen Fragen gewidmet. Es beschäftigt sich mit Machtbeziehungen und deren Dimensionen – und nicht mit Macht «an sich». Anstatt die Ausübung von Macht durch herrschende Personen oder Institutionen ins Zentrum zu stellen, interessiert hier vielmehr ein System von Machtverhältnissen als «Form handelnder Einwirkung» (Foucault 2005: 285). Bevor wir uns jedoch den Beiträgen widmen, welche verschiedenste Analysen von Machtverhältnissen liefern, sind einige Präzisierungen notwendig. Diese betreffen sowohl die hier eingenommene Perspektive, als auch, grundsätzlicher, den Rahmen, in dem diese Überlegungen stattfinden.

EINE UMFASSENDE UND DYNAMISCHE PERSPEKTIVE

Machtbeziehungen nicht als ein mechanisches Dominanzsystem, sondern vielmehr in ihrer sich stets erneuernden Dynamik und Entfaltung zu verstehen, verweist auf den Ansatz Michel Foucaults. Der Philosoph und Historiker hat die Auseinandersetzung mit Fragen der Macht so nachhaltig geprägt, dass er hier, trotz aller Kritik an seinen Arbeiten (siehe z.B. Lukes 2005), einfach erwähnt werden muss. Mit Foucault, insbesondere mit seinem ersten Band der Reihe *Sexualität und Wahrheit* (1983, siehe auch 2003, 2005),

deinstitutionalisiert sich das Verständnis von Macht: Es weitet sich aus und scheint sich gar aufzulösen: Macht kann dabei nicht «als Gesamtheit der Institutionen und Apparate, die die bürgerliche Ordnung in einem gegebenen Staat garantieren», verstanden werden, auch nicht als «allgemeines Herrschaftssystem, das von einem Element oder einer Gruppe auf eine andere ausgeübt wird und dessen Wirkung durch aufeinanderfolgende Ableitungen den gesamten Sozialkörper durchdringt» (1983: 93). «Unter Macht, scheint mir, ist zunächst zu verstehen: die Vielfältigkeit von Kraftverhältnissen, die ein Gebiet bevölkern und organisieren; das Spiel, das in unaufhörlichen Kämpfen und Auseinandersetzungen diese Kraftverhältnisse verwandelt, verstärkt, verkehrt; die Stützen, die diese Kraftverhältnisse aneinander finden, indem sie sich zu Systemen verketteten – oder die Verschiebungen und Widersprüche, die sie gegeneinander isolieren; und schliesslich die Strategien, in denen sie zur Wirkung gelangen und deren grosse Linien und institutionelle Kristallisierungen sich in den Staatsapparaten, in der Gesetzgebung und in den gesellschaftlichen Hegemonien verkörpern» (1983: 93).

Ein solcher Ansatz unterstreicht die Omnipräsenz von Macht und die Vielzahl ihrer Formen, die an Kraftverhältnisse und die Instabilität von Machtpositionen gebunden sind. Zunächst einmal stellen Machtverhältnisse gemäss dieser Auffassung keine binären Ordnungen dar. Ferner konzeptualisiert Foucault sie als stets reversibel, Widerstände sind in ihrem Wesen inbegriffen: «Sie sind in den

Machtbeziehungen die andere Seite, das nicht wegzudenkende Gegenüber» (1983: 96). «Gerade weil Widerstand möglich ist und auch wirklich ausgeübt wird, versucht der jeweils Mächtige seine Macht umso heftiger und listiger zu verteidigen, je stärker der Widerstand dagegen ausfällt. Ich wollte also eher den Kampf in seinen vielfältigen Formen deutlich machen als die öde, stabile Herrschaft eines gleichmacherischen Apparats» (2003: 525).

Eine derartige Definition von Machtverhältnissen sticht durch ihren Nicht-Determinismus hervor (im Gegensatz beispielsweise zu der von Bourdieu). Dies ist gerade eine der Kritiken an Foucaults Verständnis von Macht: von einem solchen Konzept ausgehend sei es schwierig, beharrliche Asymmetrien und ungleiche Machtverteilungen zu erklären. Ausserdem bliebe Foucault, so etwa die Kritik von Michel de Certeau (1990: xxxix), an einem Punkt stehen, der zwar die Produktion von Normen und Kontrollmechanismen erklärt. Er habe jedoch Analysen vernachlässigt, die zeigen, wie sich die Gesellschaft nicht auf diese Mechanismen reduziert und auf welche Art sich Konsumenten, Nutzer etc. ihnen widersetzen. Daher sind die «Arts de faire» von de Certeau (1990), aber auch der alltägliche Widerstand, die «Weapons of the Weak» (Scott 1985), sowohl Antworten auf Foucault als auch Ergänzungen zu einer Analyse von Machtverhältnissen. An dieser Stelle kann ebenso der Begriff der *controlling processes* zitiert werden. Laura Nader (1997)¹ nutzt diesen, um sowohl die Mechanismen zu beschreiben, die Individuen und Gruppen dazu bringen, sich an ihrer eigenen Beherrschung zu beteiligen als auch jene, mit denen sie sich widersetzen und Machtverhältnisse gar umkehren können.

Die genannten Forscherinnen und Forscher haben je auf ihre eigene Art – und man müsste noch viele andere zitieren – einen neuartigen Ansatz zur Beschreibung von Machtverhältnissen verfolgt, bei dem De-Institutionalisierung, List, Beeinflussungskunst und Kontrolle nah beieinander liegen. Gerade solch eine umfassende Konzeption liegt im Zentrum der Beiträge des vorliegenden Dossiers. Die Autorinnen und Autoren behandeln ganz unterschied-

liche Aspekte – wie etwa Sexualität, Ressourcenmanagement, mentale Manipulation, informelle Treffen, Repräsentation des Anderen usw. – und unterstreichen dabei die vielfältigen Dynamiken, die um Machtverhältnisse herum entstehen (Widerstand, Instrumentalisierung, Dezentralisierung usw.). Sie zeigen einerseits, dass sich diese Verhältnisse in unterschiedlicher Form und Intensität verbreiten. Andererseits, dass sie von Zufällen abhängig sind: man kann nicht mechanisch vorhersagen, wie sie sich entwickeln oder wie sie ausgehen werden. Obwohl der Staat in der Mehrheit der Artikel in Erscheinung tritt, wird er nicht zum eigentlichen Gegenstand der Analysen gemacht. Die Artikel unterstreichen hingegen die Beziehungen zwischen Gruppen oder Individuen sowie unterschiedliche Autoritätsformen oder Kraftverhältnisse.

Der Band beginnt mit Überlegungen zur Sexualität: Veronique Mottier analysiert diverse wissenschaftliche und feministische Debatten, die diese Thematik unter dem Gesichtspunkt von Machtverhältnissen erörtern und zeigt auf, dass Sexualität im Zentrum von Normen und Diskursen rund um Gender und Rasse² steht. Sexualität wirft Fragen der Intimität und des (Nicht)-Eingreifens des Staates auf: als natürlich wahrgenommen, gilt sie als rein individuelle Angelegenheit, in welche die staatliche Politik nicht zu intervenieren hat – man erinnere sich an den feministischen Slogan «das Private ist politisch». In einem anderen Zusammenhang, nämlich dem Beitritt einer Person zu einer religiösen Bewegungen (einer anerkannten Kirche oder einer «Sekte»), scheint der Staat, zumindest in Frankreich, dagegen schneller willig einzugreifen. Und zwar, wie Arnaud Esquerre in seiner Studie über den Kampf gegen «Sekten» zeigt, auf Grund der Verurteilung von Machtbeziehungen, die über «geistige Manipulation» ausgeübt werden. Seine Analyse unterstreicht, dass Machtverhältnisse aus einer Vielzahl von Polen entspringen und dass deren Stärke variiert.

Ein weiterer Artikel erlaubt, über die Art staatlicher Intervention zu reflektieren. Er behandelt die Ausübung eines volkstümlichen Tanzes in China, den *yangge*.

¹ Bei diesem Konzept lässt sich Nader insbesondere von den Arbeiten Sidney Mintz' inspirieren (siehe *Sweetness and Power: The Place of Sugar in Modern History*. New York: Viking, 1985).

² Der Begriff «Rasse» bezeichnet eine soziale Konstruktion und keine biologische Realität. Dasselbe gilt für den Begriff des «Geschlechts»: Während der Begriff «Gender» deutlich auf soziale und kulturelle Komponenten verweist, scheint «Geschlecht» fälschlicherweise auf einem biologischen Fundament zu ruhen. Der Mechanismus, der hinter der Naturalisierung hierarchisierender Differenzen steht, wurde in Bezug auf Rasse hinlänglich dekonstruiert (was sich in einem generell zögerlichen Gebrauch des Begriffs äussert, der, wenn überhaupt, meist nur in Anführungszeichen gesetzt verwendet wird). In Bezug auf Geschlecht ist diese Dekonstruktion weniger weit fortgeschritten. In dem vorliegenden Text werden beide Begriffe ohne Anführungszeichen verwendet.

Florence Graezer Bideau untersucht anhand dieses Beispiels, wie eine «volkstümliche Kulturform» seitens chinesischer politischer Eliten während des 20. Jahrhunderts zum Gegenstand der Instrumentalisierung wird. Die Geschichte des *yangge* lässt sich allerdings nicht auf seine Instrumentalisierung reduzieren: die zeitgenössische Praxis des Tanzes stellt gleichzeitig einen Ort des Widerstandes gegen die staatliche Macht dar. Sabina Beeler Stücklin analysiert ein Terrain, in dem sich Interventionen von «oben» und von «ausen» mischen (dieses Mal geht es um internationale Institutionen sowie um NGO's). Die Autorin diskutiert Forderungen der Entwicklungspolitik in Mali, gemäss derer traditionellen Oberhäuptern, aufgrund ihrer besonderen Kenntnis der lokalen Verhältnisse, Macht zurückerstattet werden soll. Da sich vor verändertem Hintergrund jedoch auch die Machtverhältnisse und ihre Dynamiken ändern, tragen diese traditionellen Strukturen nicht unbedingt zur Lösung lokaler Probleme bei. Weitere Überlegungen zu lokaler Macht (im Vergleich zu zentraler oder staatlicher Macht) präsentiert Yazid Ben Hounet: Er beschäftigt sich mit der Rolle von Stämmen in modernen muslimischen Staaten und insbesondere deren Mobilisierung mit Hilfe der Figur des *shaykh* (die man mit den Figuren des «Heiligen» oder des «Weisen» vergleichen könnte). Der Autor widmet sich dieser Frage, indem er sich mit politischen Phänomenen ausserhalb politischer Institutionen auseinandersetzt, sowohl in einem historischen als auch aktuellen Kontext.

Ausgehend von Untersuchungen über die in Argentinien lebenden Mapuche stellt Sabine Kradolfer Fragen betreffs des Widerstandes gegen und sogar der Umkehrung von Modellen, die von aussen aufgedrängt wurden, ins Zentrum ihrer Überlegungen. Obwohl die vom Staat initiierten Massnahmen die soziale Organisation der autochthonen Bevölkerung und deren interne Machtverhältnisse nachhaltig beeinflusst haben, ermöglicht eine Aufteilung der Macht auf verschiedene Figuren den Mapuche, sich der staatlichen Hegemonie zu widersetzen: Mit dem Verweis auf kulturelle Differenz reklamieren sie andere Lebensformen und Funktionsweisen für sich.

Der Artikel von Valerio Simoni setzt sich mit Machtverhältnissen auf einer ganz anderen Ebene auseinander: mit den in Kuba stattfindenden informellen Treffen zwischen ausländischen Touristen und Kubanern / *jineteros* («Touristen-Kavaliere», ein Begriff der die Treffen als eine Mischung von Touristennepp und Anbiederung beschreibt und damit deutlich negativ konnotiert), die jenseits der Kontrolle des Staates stattfinden. Der Autor untersucht

die Modalitäten dieser Begegnungen sowie die Verhandlungsformen zwischen den Protagonisten und schlägt vor, in Bildern differenzierter Machtvektoren zu denken, welche je nach Situation aktiviert werden, statt die Asymmetrie der Akteure ins Zentrum zu setzen (Dominanz *versus* Widerstand).

Der letzte Text des Dossiers von Carena Brenner nimmt die Frage nach Machtverhältnissen im Innern der anthropologischen Disziplin auf. Sie thematisiert die «Repräsentationskrise» der Disziplin und illustriert anhand des Filmes von Manthia Diawara, *Rouch in Reverse*, die Forderung nach einer *Reverse Anthropology*. Die filmische Kritik an den eurozentrischen Metaerzählungen fordert dabei nicht einfach eine Inversion der binären Pole, sondern verweist auf die generelle Unmöglichkeit einer zentralen Perspektive, da diese in jedem Fall hegemoniale Machtverhältnisse reproduzieren würde.

POPULÄRKULTUR, GENDER, POSTKOLONIALISMUS...

Werden Machtverhältnisse untersucht, so bietet es sich an, die Humanwissenschaften selbst zu überdenken, denn schliesslich liegt doch eine Dimension der Machtentfaltung gerade in der Verbindung zum Wissen (hier findet man wieder Foucault). Eine Motivation bei der Entstehung des Dossiers war es, über eine Entwicklung zu reflektieren, die Sherry Ortner als «power shift» (2006: 3) bezeichnet: das wachsende Interesse in der Sozialanthropologie und in anderen Sozialwissenschaften, sich mit verschiedenen Formen von Ungleichheit (Gender, Ethnizität, Kolonialisierung, Rasse usw.) und den damit verbundenen methodologischen und epistemologischen Konsequenzen zu beschäftigen. Relativ wenige Autorinnen und Autoren dieses Bandes erwähnen diesen Kontext oder die dadurch ausgelösten theoretischen Debatten explizit: offen ist, ob sie diese Entwicklung als selbstverständlich betrachten oder ob sich darin die Schwierigkeit ausdrückt, Denkströmungen von ausserhalb der eigenen Disziplin zu integrieren. Wie dem auch sei, uns scheint es notwendig, einen kurzen Überblick über diese Debatten zu geben, um den grösseren Rahmen, in dem sich die Überlegungen zu Machtverhältnissen einschreiben, abzustecken.

Das Aufkommen sozialer Bewegungen (Feminismus, Bürgerrechtsbewegung, sexuelle Rechte usw.) sowie die Folgen der De-Kolonialisierung und ähnlicher Prozesse haben in den Humanwissenschaften zu einer Wende geführt, ebenso wie die Entwicklung unterschiedlicher interdiszi-

plinären Strömungen, aus denen die *Cultural Studies*, die *Postcolonial Studies*, die *Gender Studies* etc. entstanden. Diese verschiedenen wissenschaftlichen Ansätze legten den Akzent auf Populärkulturen, auf die durch Kolonialisierung oder die Sozialbeziehungen der Geschlechter Dominierten, auf Formen des Widerstands der Unterdrückten gegen die dominante Ordnung, auf Minderheitenkulturen, kurzum auf die Vergessenen und Stimmlosen in der Wissenschaft, die gerade dadurch eine wissenschaftliche Legitimität erhielten. Ein Teil dieser interdisziplinären Strömungen ist im angelsächsischen sozialwissenschaftlichen Kontext eingebunden und gehört schon beinahe zum *mainstream*. Andere sind in eine extreme postmoderne Sichtweise abgeschweift. Diese Arbeiten werde ich im folgenden Überblick nicht mit einbeziehen. Es scheint mir interessanter zu sein, die internen Differenzen beiseite zu lassen und die Überlegungen auf die Errungenschaften dieser Strömungen auszurichten: das Aufkommen neuer Forschungsgegenstände, die Offenlegung und Kritik an Verzerrungen im wissenschaftlichen Diskurs (Eurozentrismus, Androzentrismus usw.) und der Anspruch, Machtverhältnisse ins Zentrum des Erkenntnisprozesses zu stellen. Wenngleich es hier nicht möglich ist, im Detail auf diesen Wandel einzugehen, soll in aller Kürze an einige wichtige Elemente erinnert werden.

Mit dem Aufkommen der *Cultural Studies* gegen Ende der 1950er Jahre und in ihrer ersten Entwicklungsphase entsteht eine Reihe von Analysen, die sich mit verschiedenen Arten von Populärkulturen sowie den darin entstehenden Formen des Widerstandes und der Neu-Aneignung beschäftigen: es beginnt mit der Veröffentlichung der Arbeiten von Richard Hoggart (1957), Raymond Williams (1958, 1961) und Edward P. Thompson (1963). Eine andere tragende Persönlichkeit der *Cultural Studies*, Stuart Hall, der die Entwicklung des *Centers for Contemporary Cultural Studies* in Birmingham verkörpert, tritt erst ein wenig später in Erscheinung. Hoggart eröffnet eine Reihe von Studien zum Einfluss der «Massen»-Kultur auf die Arbeiterklasse, vor allem zur inhaltlichen Rezeption durch ihre Mitglieder. Williams und Thompson kritisieren den marxistischen Ansatz, nach dem Kultur ein einfaches Spiegelbild der ökonomischen Verhältnisse ist: sie zeigen, wie die sozialen Kämpfe die Geschichte geformt haben (es ist *history from below*, Geschichte «von unten», von Thompson) und wie der Widerstand eine entscheidende Rolle im Zusammenspiel von Kultur und Wirtschaft einnimmt. Für die Theoretiker der *Cultural Studies* ist es unmöglich sich mit «Kultur» auseinanderzusetzen (ein Begriff der aus der Anthropologie übernommen wird und sich dabei der

engeren Konnotation der «literarischen» oder «hohen» Kultur entledigt, wie ihn die Literaturwissenschaft oder die Soziologie nutzten), ohne dabei die Machtverhältnisse anzusprechen, die sie durchdringen, und die von Individuen und sozialen Gruppen aufgewendeten Strategien der Anpassung oder des sozialen Wandels mit einzubeziehen. Die *Cultural Studies* machten sich zum Ziel, so erinnert Stuart Hall (1990: 15), «to undertake the task of unmasking what it considered to be the unstated presuppositions of the humanist tradition itself. It had to try to bring to light the ideological assumptions underpinning the practice, to expose the educational program (which was the unnamed part of its project), and to try to conduct an ideological critique of the way the humanities and the arts presented themselves as parts of disinterested knowledge». Mehr noch, «[t]he vocation of cultural studies has been to enable people to understand what is going on, and especially to provide ways of thinking, strategies for survival, and resources for resistance to all those who are now – in economic, political, and cultural terms – excluded from anything that could be called access to the national culture of the national community» (Hall 1990: 22). Es ist in der Tat ein Charakteristikum der *Cultural Studies* (zumindest in ihrer britischen Variante, vor dem von ihr bewirkten «linguistic turn» der 1980er Jahre), politisches Engagement und wissenschaftliche Überlegungen aufs Engste zu verbinden: Sie verfolgten von Anfang an nicht nur das Anliegen, Werkzeuge und Techniken der Literaturkritik auf ihre Untersuchungsfelder zu übertragen, die bis dahin in der universitären Landschaft als unrechtmässig galten. Sie versuchten darüber hinaus, die akademische Wissensproduktion im universitären System zu politisieren. Untersuchungen und Studien, so betont Hall, haben politische Konsequenzen. Forscherinnen und Forscher sind daher aufgefordert sich einzusetzen und «to engage with some real problem out there in the dirty world» (Hall 1990: 17). In der Folge wurden bis anhin als illegitim betrachtete Forschungsfelder untersucht: Populärkultur, die «Subkultur» der Arbeiterschaft, der Jugend, der Migrantengemeinschaften aber auch Fernsehen, Sexualität usw. (alles Gegenstände dieser «unreinen und schmutzigen Welt»): «die zentrale Frage [der *Cultural Studies*] war es also, zu verstehen, wie die Kultur einer Gruppe, und vorrangig die der populären Klassen, als Protest gegen die soziale Ordnung wirkt oder umgekehrt als Form der Beteiligung an Machtverhältnissen» (Mantelard und Neveu 2003: 4, eigene Übersetzung). Somit haben die *Cultural Studies* allen möglichen Strömungen die Türen geöffnet, stets verbunden mit der Forderung, eine sogenannte marginale Position einzunehmen: Schliesslich geht

es darum, von einer ganz bestimmten, partikularen Position aus zu sprechen (und nicht einen trügerisch allgemeinen, universalistischen oder der realen Welt entthronen Standpunkt einzunehmen).

Die *Postcolonial Studies* untersuchten ihrerseits insbesondere den Einfluss der Kolonialmacht auf die Kultur der Kolonisten und Kolonisierten in der Vergangenheit sowie die Reproduktion der kolonialen Repräsentationen und Praktiken in der Gegenwart. Hinsichtlich des letzten Punktes denkt man unweigerlich an Edward Said, der in *Orientalism* (1978), das als Initialwerk der postkolonialen Studien verstanden wird, die Machtverhältnisse zwischen Gesellschaften analysiert und zeigt, dass der Kolonialismus weit mehr ist als ökonomischer Imperialismus – er stellt zugleich ein Projekt kultureller Kontrolle dar. Indem er den Kolonialdiskurs des Okzidents gegenüber dem Orient («Orientalismus») auf unterschiedlichen Ebenen (Literatur, Philosophie, Malerei, Verwaltung, Politiktheorie, etc.) aufzeigt, unterstreicht er die eurozentrische Sicht bei der Repräsentation des Anderen. Diese sind nichts als Projektionen und Interventionen ohne Bezug zur Realität: die Dominanzverhältnisse in dieser spezifischen Macht schaffen und kontrollieren die Repräsentationen, manipulieren sie sogar.

Ein weiterer Theoretiker derselben Ausrichtung, Homi Bhabha, fasst das Ziel der postkolonialen Kritik folgendermaßen zusammen: «Postcolonial criticism bears witness to the unequal and uneven forces of cultural representation involved in the contest for political and social authority within the modern world order. Postcolonial perspectives [...] intervene in those ideological discourses of modernity that attempt to give a hegemonic «normality» to the uneven development and the differential, often disadvantaged, histories of nations, races, communities, peoples» (Bhabha 1994: 171). Für Bhabha ordnet sich die postkoloniale Kritik insofern in eine postmodernen Perspektive ein, als sie sich der Reduktion von Heterogenität auf einfache Dichotomien widersetzt: «The postcolonial perspective resists the attempt at holistic forms of social explanation» (1994: 173). Dabei geht insbesondere darum, die Unterscheidung zwischen Kolonisten und Kolonisierten zu hinterfragen, um ihre Gemeinsamkeiten³ zu untersuchen und generell Situa-

tionen hervorzuheben, die sich durch Liminalität und Hybridität auszeichnen: es geht darum, all die «in-between» spaces», ebenso wie auch Rasse, Gender, Generation, etc., als Subjektpositionen (und nicht nur als begriffliche Kategorien) zu begreifen.

Ein weiterer Verdienst dieser Forschungsansätze ist es, Strategien des Widerstandes oder, allgemeiner, das Handeln derer, die in der Vergangenheit unbeachtet geblieben waren, von Grund auf zu untersuchen. Dieses Anliegen hat vornehmlich zur Entwicklung der *Subaltern Studies* im Gebiet der Geschichte beigetragen, die sich auf die «Nicht-Eliten» (subaltern)⁴ als politische und soziale Agenten des Wandels konzentrieren. Für Ranajit Guha (1988) heisst das nichts weniger als die Fähigkeit der Menschen zum freien und souveränen Handeln (agency) und die reale historische Bedeutung, die diese haben kann, anzuerkennen. Das Volk hat Handlungsautonomie, es ist kein passiver Agent einer universellen, historischen Maschinerie. Mobilisierungen seitens der Bevölkerung sind das Gebiet der politischen Autonomie der Subalternen schlechthin und sie äussern dadurch ihr «rebellisches Bewusstsein». Die Subalternen lassen sich durch das Verhältnis der Unterordnung, in dem Eliten sie halten, definieren: obgleich die *Subaltern Studies* vor allem die Machtverhältnisse hervorheben, welche die Kategorien beiderseits kennzeichnen, tendierten die Arbeiten dazu, die Kategorien als solche zu behandeln. Indem sie nicht die Beziehungen selbst ins Zentrum stellen, bleibt die dichotome Vision einer Gesellschaft, die zwischen Dominanten und Dominierten geteilt ist, erhalten. Parallel zu ihrem Interesse für die Subalternen formulierten Vertreter und Vertreterinnen dieser Forschungsrichtung eine bedeutende Kritik am Eurozentrismus des modernen historischen Diskurs. Dadurch stellten sie nicht zuletzt die Universalität des Kanons historischer bzw. anthropologischer Schriften und des Wissens, das durch Kolonialismus und Neokolonialismus produziert wird, in Frage (siehe z.B. Chakrabarty 2000).

In den Jahren 1960-1970 formierten sich verschiedene soziale Bewegungen, verknüpft mit den Bürgerrechten, dem Feminismus oder sexuellen Rechten. Bürgerrechtsbewegungen kritisierten in den USA vor allem die Geringschätzung der Rolle verschiedener Minderheiten (Schwarze, Latinos, Asiaten und Indianer) in der

³ Diese Position kritisiert nebenbei den Standpunkt Saims, der auf binäre Oppositionssysteme wie Orient/Okzident, Kolonisten/Kolonisierten etc. rekurriert.

⁴ Der Begriff *subaltern* verweist auf den geringwertigen Rang oder Status einer Person oder Gruppe auf Grund von Rasse, Klasse, Geschlechts, sexueller Orientierung, ethnischer Herkunft oder Religion. Er geht auf Antonio Gramsci (italienischer Marxist, 1881-1937) zurück, der die *Cultural Studies* ebenso stark beeinflusst hat: diese haben seinen Begriff der Hegemonie aufgegriffen, der die politische Funktion von Kulturen problematisiert.

Geschichte der USA, welche sie auf eurozentrische Verzerrungen zurückführten. Feministische Bewegungen hoben ihrerseits die Voreingenommenheit der androzentrischen Sichtweise hervor. Damit kritisierten sie die verzerrte Art der Wahrnehmung und Analyse, die sich aus einer männlichen Perspektive ergibt, welche prinzipiell – wenn nicht gar exklusiv – die Rolle der Männer und ihrer Erfahrungen hervorhebt und Frauen eher als Objekte statt als Subjekte betrachtet, eher als «Erdulden» statt als «Handelnde».

In einem Artikel mit dem vielsagenden Titel «Frauen und Gesellschaftstheorie: Anmerkungen zur Wut der Unterdrückten und deren theoretische Wirkungen» (erschienen 1981, eigene Übersetzung), betont Colette Guillaumin, dass Begriffe, Ideen, Konzepte und Theorien «das *geistige Antlitz* konkreter Verhältnisse» seien, weit eher als deren «Spiegelungen»: konzeptionelle Auffassungen müssten als soziale Verhältnisse begriffen werden (1992: 223, Hervorhebung der Autorin). Daher ist das Fehlen einer Analyse der «Geschlechter» und vor allem der Frauen auf die männliche Herrschaft zurückzuführen. Die darin eingebetteten sozialen Beziehungen der Geschlechter können als die Konsequenz dieser Herrschaft auf intellektuellem Niveau verstanden werden. Man kann sich demzufolge nicht damit zufrieden geben, die Erkenntnisse zu verfeinern oder sie zu diversifizieren, vielmehr braucht es einen wirklichen «Umbruch der Perspektiven» (Guillaumin 1992: 223): es geht darum, das, was als «Frauenfrage» definiert wurde, das heisst jene Optik, nach der nur die Beherrschten Probleme machen, zu subvertieren und die Frage nach den Machtbeziehungen selbst in den Mittelpunkt des Interesses zu rücken und Verknüpfungen zu anderen Bereichen aufzuzeigen. Auch die *Gender Studies* haben sich schrittweise entwickelt: sie analysieren Unterschiede zwischen den Geschlechtern sowie damit verbundene Ungleichheiten, dekonstruieren die Kategorien «Geschlecht» und «Gender» oder zeigen auf, wie biologische Unterschiede in einem Herrschaftssystem instrumentalisiert werden. All dies tun sie, indem sie die Machtverhältnisse, die zur Konstruktion der Kategorien «Frau» und «Mann», «männlich» und «weiblich» führen, selbst in den Mittelpunkt ihrer Betrachtungen stellen. Christine Delphy spricht von Gender als einem «hierarchischen Gliederungssystem der Menschheit in zwei ungleiche Teile» (2001: 52, eigene Übersetzung), während Joan Scott es als «primary way of signifying relationships of power» definiert (1986: 1067). Ein wichtiges Anliegen der Gender- sowie der feministischen Studien

war es aufzuzeigen, wie Machtverhältnisse zwischen den Geschlechtern naturalisiert werden: Geschlecht und Reproduktion galten als «natürlich» und dienten einerseits als Stütze der (als natürlich erklärten) Arbeitsteilung zwischen Frauen und Männern, andererseits als Erklärung für Ungleichheit und männliche Herrschaft (siehe beispielsweise Guillaumin 1992; Yanagisako und Delaney 1995).

Machtverhältnisse zeigen sich nicht nur dort, wo die Geschlechter gegenübergestellt werden; man findet sie in der Konzeptualisierung der Frauenunterdrückung selbst: der *Black Feminism* (siehe beispielsweise bell hooks 2000) zeigte, ebenso wie andere postkoloniale Feminismen auch, dass der so bezeichnete «hegemoniale Feminismus» (westlich, weiss) die männliche Herrschaft als erste Patriarchatgewalt theoretisierte ohne dabei die Dimension «Rasse» in den sozialen Beziehungen der Geschlechter mitzubedenken. In anderen Worten heisst das, dass westliche Feminismen die Erfahrungen weisser Frauen der Mittelklasse als universelle Lage weiblicher Unterdrückung darstellten. Für den *Black Feminism* sind es hingegen die Unterdrückungen aufgrund der Rasse, der Klasse sowie der ethnischen Herkunft, welche die Frauen der postkolonialen Gesellschaften marginalisiert haben. Es gilt daher zu berücksichtigen, dass es sich um «simultane Unterdrückungen» handelt (eher als um «multiple Unterdrückungen»), ohne diese *a priori* zu hierarchisieren: es geht darum die Dimension «Gender» zu definieren, ohne sie dabei von anderen Machtverhältnissen, wie etwa Rassismus oder Klassenverhältnissen, zu isolieren (Dorlin 2008: 20f.). Die Illusion eines universellen Feminismus wurde auch von Chanda Talpade Mohanty (1998) in ihrer Analyse von Publikationen westlicher Forscherinnen deutlich. Sie konnte dabei zeigen, dass die Autorinnen «die Frauen der Dritten Welt» essentialisieren. Indem sie diese Frauen als eine homogene und monolithische Kategorie darstellen, die als eine kohärente und bereits konstituierte Gruppe gedacht werden kann, werden strukturelle Hierarchien aufgrund von Rasse, Klasse, Alter, Generation oder Kaste verharmlost. Mohanty verurteilt eine ebenso simplifizierte wie binäre Sichtweise von Macht, in der die «Frauen der Dritten Welt» als eine uniform unterdrückte Gruppe und homolog dazu die Männer als eine uniform dominierende Gruppe erscheinen. Wenn gleich diese Position den «weissen» Feminismus kritisiert, geht ihr Anliegen weit darüber hinaus: sie bezieht sich auf Wissensbeziehungen im Allgemeinen und kann auch auf andere Kategorien übertragen werden.

DE-ZENTRIERUNG, RÄNDER UND PERSPEKTIVENWENDE

Ziel dieses Überblicks ist es, einige Entwicklungen des «Macht-Wissens-Komplexes», der sich im Zentrum der sozialwissenschaftlichen Diskussion befindet, nachvollziehbar zu machen. Um abzuschliessen, möchte ich auf einige seiner Weiterführungen eingehen. Eine erste Überlegung betrifft die Pole, die durch Machtverhältnisse konstituiert werden: Trägt die Präsentation des Standpunktes einer Gruppe, die vorschnell als Minderheit definiert wird, nicht das Risiko in sich, diese Gruppe (bis hin zur Essentialisierung) auf diese Position festzulegen? Und überlässt man damit nicht erneut den Mächtigen/Männern/Weissen etc. das Privileg der Universalität und Nicht-Partikularität? Das ist genau was Mohanty (1998) enthüllt, wenn sie die Konstruktionen «der Frau aus der Dritten Welt» analysiert: sie sieht darin eine Dominanzstrategie, die darin besteht, die dominierte Gruppe zu homogenisieren und für sich selbst das Privileg der Diversität, der Gedankenfreiheit und des emanzipatorischen Individualismus zu sichern. Wir erinnern uns an den Aufruf Laura Naders (1999) des *studying up*. Vor dem Hintergrund, dass sich Forschungsinteressen (in den USA, was sicher auch für weitere Länder gilt) vor allem auf Arme, ethnische Gruppen und Benachteiligte konzentrieren, sehr wenig jedoch auf die Mittelschicht und noch weniger auf die Oberschicht eingehen, hinterfragt Nader die Machtbeziehungen in der anthropologischen Herangehensweise und die Konsequenzen für die Theorieentwicklung in der Disziplin: «What if, in reinventing anthropology, anthropologists were to study the colonizers rather than the colonized, the culture of power rather than the culture of the powerless, the culture of affluence rather than the culture of poverty? [...] Studying «up» as well as «down» would lead us to ask many «common sense» questions in reverse. Instead of asking why some people are poor, we would ask why other people are so affluent?» (1999: 289). Eine derartige Herangehensweise zu wählen, die sich nicht darauf beschränkt diejenigen «ohne» («nach unten») sondern auch jene «mit» («nach oben») zu untersuchen, ist für sie nicht nur wissenschaftlich gesehen adäquat, sondern dient auch der demokratischen Sache in der Wissenschaft («We cannot, as responsible scientists, educate «managers» without at the same time educating those «being managed» [1999: 294]).

Es geht im Rahmen solcher Studien nicht darum, grundsätzlich asymmetrische Verhältnisse symmetrisch zu gestalten. Vielmehr geht es darum, das Funktionieren von Machtverhältnissen zu hinterfragen sowie die Privilegien jener, welche durch die Verhältnisse bevorteiligt werden (ein sanfter Euphemismus, um nicht das Wort «dominant»

zu benutzen). Sind sich die letzteren ihrer Privilegien bewusst und erarbeiten sie Strategien um das Maximum aus ihrer privilegierten Startposition herauszuholen? Oder bemerken sie im Gegenteil ihre Vorteile gar nicht, was einer Leugnung der aktuellen Machtverhältnisse gleichkommt (aber gleichzeitig auch verhindert sie zu verändern)?

Diese Forschungen zeichnen sich durch ein weiteres Element aus: sie propagieren nicht Wissen zu vermehren, sondern verlangen die Perspektive *umzukehren*, sie gar zu *verändern*. Dies fordert Colette Guillaumin: «Ist der Ausdruck «Peripherie», der heute in den Analysen zum Imperialismus verwendet wird, nicht selbst Teil einer Voreingenommenheit? Sonderbares Resultat einer Blindheit der Herrschenden gegenüber ihrer eigenen Praxis, ihrer eigenen Stellung, ihrer eigenen Gesellschaft. Ist derjenige, der beherrscht und ausgebeutet wird, in einer Gesellschaft «marginal» oder «peripher»?» (1992: 227, eigene Übersetzung). Bell hooks ihrerseits besteht auf der Notwendigkeit einer feministischen Theorie, die für alle spricht und die einen Paradigmenwechsel einschliesst: «This theory, like the analysis offered in *Feminist Theory: From Margin to Center*, will always challenge, shake us up, provoke, shift our paradigms, change the way we think, turn us around. That's what revolution does» (2000: XIV-XV). Für sie geht es durchaus darum «vom Rand ins Zentrum» zu treten (um mit den Worten ihres Buches zu sprechen); gleichzeitig gilt es im Rahmen der *Subaltern Studies* den Okzident zu «provinzialisieren», um den Titel von Dipesh Chakrabarty (2000) zu bedienen. Das gleiche gilt für die *Queer-Theorie*: sie verortet sich in einem Ansatz, der versucht, seine Forschungsgegenstände (Körper, Sexualität), aber auch das Wissen selbst zu politisieren. Man findet hier auch erneut das Bestreben zu überdenken, wie an zu untersuchende Themen herangegangen wird und wie diese bearbeitet werden: die *Queer-Theorie* hat eine «spektakuläre Problemwende mit einer ganzen Reihe von Studien zum Begriffspaar Homosexualität/Heterosexualität [eingeleitet], in denen Heterosexualität als Produzent von Homosexualität beschrieben wurde, wobei sie ihr eine markierende Rolle zuweist und in der Art stigmatisiert, da sie sich im Gegensatz als natürlich oder als objektive Realität profiliert» (Bourcier 2006: 132, eigene Übersetzung). Unter diesem Gesichtspunkt geht es darum, Sexualität ausgehend von lesbischen oder homosexuellen Minderheiten zu theoretisieren und die Überlegungen vor dem Hintergrund einer eigenen randständigen und subalternen Position zu verorten.

Man sieht, dass jede Herangehensweise einen Perspektivenwandel vorschlägt und die Situationen von einem dezentrierten Standpunkt her untersucht. Die Dezentrie-

rung ist das Fundament der anthropologischen Methode: durch diese Nähe in der Herangehensweise und anhand gewisser Prinzipien, die seitens der verschiedenen hier in aller Kürze präsentierten Forschungsströmungen in Bewegung gesetzt wurden, sollte es den Anthropologen gelingen, mehr noch als bisher, Machtverhältnisse zu hinterfragen statt sie ohne nähere konzeptuelle Auseinandersetzung zu reproduzieren. Wenn auch nur wenige Artikel des Dossiers sich direkt auf diese Debatten und ihre Errungenschaften beziehen, so untersuchen doch alle Autorinnen und Autoren die Entfaltung von Macht in einem weiten Sinne, die

meisten ausgehend von Feldforschungen: die präsentierten Fälle eröffnen Möglichkeiten, über ganz unterschiedliche Aspekte zu reflektieren: über Machtverhältnisse sowie den Widerstand, der sich ihnen entgegen stellt, über Aushandlungsprozesse zwischen Individuen und ihre Art mit den Machtverhältnissen zu spielen (sie zu überlisten, sich ihnen zu entziehen usw.) sowie über die Anklage und den Kampf, die Existenz solcher Verhältnisse publik zu machen.

Übersetzung: Kerstin Dümmler

BIBLIOGRAPHIE

BHABHA Homi K.

1994. *The Location of Culture*. London / New York: Routledge.

2007 (1994). *Les lieux de la culture. Une théorie postcoloniale*. Paris: Editions Payot & Rivages.

BOURCIER Marie-Hélène

2006 (2001). *Queer Zones. Politiques des identités sexuelles et des savoirs*. Paris: Amsterdam (nvl éd.).

CERTEAU Michel de

1990 (1980). *L'invention du quotidien. 1. Arts de faire*. Paris: Gallimard.

CHAKRABARTY Dipesh

2000. *Provincializing Europe: Postcolonial Thought and Historical Difference*. Princeton: Princeton University Press.

DELPHY Christine

2001. *L'ennemi principal. 2: Penser le genre*. Paris: Editions Syllepse.

DORLIN Elsa (Ed.)

2008. *Black Feminism. Anthologie du féminisme africain-américain, 1975-2000*. Paris: L'Harmattan.

FOUCAULT Michel

1976. *Histoire de la sexualité. 1-La volonté de savoir*. Paris: Gallimard.

1983 (1976). *Sexualität und Wahrheit. 1-Der Wille zum Wissen*. Frankfurt: Suhrkamp.

1994a (1977). «Pouvoir et savoir», in: *Dits et écrits 1954-1988. Vol. III: 1976-1979*, p. 399-414. Paris: Gallimard.

1994b (1982). «Le sujet et le pouvoir», in: *Dits et écrits 1954-1988. Vol. IV: 1980-1988*, p. 222-243. Paris: Gallimard.

2003 (1994). «Wissen und Macht», in: *Dits et écrits. Schriften in vier Bänden. Schriften 3 1976-1979*, S. 515-534. Frankfurt: Suhrkamp.

2005 (1994). «Das Subjekt und die Macht», in: *Dits et écrits. Schriften in vier Bänden. Schriften 4 1980-1988*, S. 269-294. Frankfurt: Suhrkamp.

GUHA Ranajit

1988 (1982). «On Some Aspects of the Historiography of Colonial India» et «The Prose of Counter-Insurgency», in: Ranajit GUHA, Gayatri Chakravorty SPIVAK (Eds), *Selected Subaltern Studies*, p. 37-44 et p. 45-86. New York / Oxford: Oxford University Press.

GUILLAUMIN Colette

1992. *Sexe, race et pratique du pouvoir: l'idée de nature*. Paris: côté-femmes.

HALL Stuart

1990. «The Emergence of Cultural Studies and the Crisis of Humanities». *October* 53: 11-23.

2007 (1990). «L'émergence des *cultural studies* et la crise des humanités», in: Stuart HALL, *Identités et cultures. Politiques des cultural studies*, p. 57-70. Paris: Amsterdam.

HOGGART Richard

1957. *The Uses of Literacy. Aspects of Working-Class Life with Special References to Publications and Entertainments*. London: Chatto & Windus.

HOOKS bell

2000 (1984). *Feminist Theory: From Margin to Center*. Boston: South End Press (2nd ed.).

LUKES Steven

2005. *Power: A Radical View*. Basingstoke: Palgrave Macmillan (2nd ed.).

MATTELART Armand, NEVEU Erik

2003. *Introduction aux Cultural Studies*. Paris: La Découverte.

MOHANTY Chandra Talpade

1998 (1988). «Under Western Eyes: Feminist Scholarship and Colonial Discourses», in: Anne MCCLINTOCK, Aamir MUFTI, Ella SHOHAT (Eds), *Dangerous Liaisons: Gender, Nation, and Postcolonial Perspectives*, p. 255-277. Minneapolis, London: University of Minnesota Press.

NADER Laura

1997. «Controlling Processes: Tracing the Dynamic Components of Power». *Current Anthropology* 38(5): 711-737.

1999 (1974). «Up the Anthropologist – Perspectives Gained from Studying Up», in: Dell HYMES (Ed.), *Reinventing Anthropology*, p. 284-311. Ann Arbor: The University of Michigan Press (Reed.).

ORTNER Sherry B.

2006. *Anthropology and Social Theory. Culture, Power, and the Acting Subject*. Durham/London: Duke University Press.

SAID Edward W.

1978. *Orientalism*. London/Henley: Routledge and Kegan Paul.

SCOTT James C.

1985. *Weapons of the Weak: Everyday Forms of Resistance*. New Haven: Yale University Press.

SCOTT Joan

1986. «Gender: A Useful Category of Historical Analysis». *The American Historical Review* 91(5): 1053-1075.

1988 (1986). «Genre: une catégorie utile d'analyse historique». *Les Cahiers du GRIF* 37-38: 125-153.

THOMPSON Edward P.

1963. *The Making of the English Working Class*. New York: Vintage Books.

WILLIAMS Raymond

1958. *Culture and Society. 1780-1950*. London: Chatto & Windus.

1961. *The Long Revolution*. London: Chatto & Windus.

YANAGISAKO Sylvia, DELANEY Carol (Eds)

1995. *Naturalizing Power. Essays in Feminist Cultural Analysis*. New York/London: Routledge.